

Par arrêté royal du 6 juillet 2013, M. Ungolo, Savino, né à Charleroi le 19 décembre 1983, demeurant à Châtelet, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Lungo », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 6 juillet 2013, Mme Alaoui, Stéphanie Khadija, née à Liège le 3 décembre 1974, demeurant à Ans, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Leleux », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Bij koninklijk besluit van 6 juli 2013, is machtiging verleend aan de heer Ungolo, Savino, geboren te Charleroi op 19 december 1983, wonende te Châtelet, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Lungo » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 6 juli 2013, is machtiging verleend aan Mevr. Alaoui, Stéphanie Khadija, geboren te Luik op 3 december 1974, wonende te Ans, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Leleux » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE,
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE**
[C – 2013/11352]

**10 JUILLET 2013. — Circulaire
concernant la loi-programme du 28 juin 2013**

Madame la Présidente,
Monsieur le Président,

INTRODUCTION

La loi-programme du 28 juin 2013 (M.B. 1^{er} juillet 2013 – deuxième édition) contient, entre autres, plusieurs modifications à la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers, la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. et la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

Il s'agit des articles 15 à 21 de la Loi-programme.

1. Modification de la loi sur les étrangers du 15 décembre 1980

Les articles 15 à 19 de la loi-programme modifient la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Pour les citoyens de l'Union européenne et les membres de leur famille, la période de séjour ininterrompu pour l'obtention du droit de séjour permanent est portée de trois à cinq ans.

Il en résulte que l'octroi du droit à l'aide sociale et/ou du droit à l'intégration sociale durant la période plus longue qui précède l'octroi du droit de séjour permanent peut éventuellement avoir des conséquences sur le droit de séjour de l'intéressé. L'Office des Etrangers est informé au moyen des flux automatiques de données entre le SPP Intégration sociale et l'Office des Etrangers lorsqu'un citoyen a bénéficié d'un revenu d'intégration sociale ou d'une aide financière à charge de l'Etat.

L'évaluation des effets éventuels sur le droit de séjour relève de la compétence de l'Office des Etrangers. Il jugera au cas par cas si l'intéressé satisfait encore aux conditions de son droit de séjour et/ou si l'intéressé ne constitue pas une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale.

La loi programme du 28 juin 2013 ne prévoit pas de mesures transitoires. Par conséquent, le nouveau délai de cinq ans s'applique à tous les citoyens de l'UE qui n'ont pas encore obtenu un séjour permanent en Belgique.

2. L'insertion de l'article 57sexies dans la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.

2.1. Champ d'application

L'article 20 de la loi-programme insère un article 57sexies dans la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

Cet article 57sexies précise ce qui suit :

« Par dérogation aux dispositions de la présente loi, l'aide sociale n'est pas due par le centre à l'étranger autorisé au séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en raison d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle. »

**PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST
MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE,
ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE**
[C – 2013/11352]

**10 JULI 2013. — Omzendbrief
betreffende de programmawet van 28 juni 2013**

Geachte voorzitter,

INLEIDING

De programmawet van 28 juni 2013 (B.S. 1 juli 2013 – tweede editie) bevat onder meer wijzigingen aan de vreemdelingenwet van 15 december 1980, de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de O.C.M.W. en de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

Het betreft de artikelen 15 tot en met 21 van de Programmawet.

1. Wijziging van de vreemdelingenwet van 15 december 1980

De artikelen 15 t.e.m. 19 van de programmawet wijzigen de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. Voor de Unieburgers en hun familieleden wordt de periode van ononderbroken verblijf voor het bekomen van het duurzaam verblijfsrecht opgetrokken van drie naar vijf jaar.

Dit houdt in dat het toekennen van het recht op maatschappelijke dienstverlening en/of recht op maatschappelijke integratie tijdens de langere periode die voorafgaat aan de toekenning van het duurzaam verblijfsrecht, eventueel gevolgen kan hebben voor het verblijfsrecht van de betrokkene. De Dienst Vreemdelingenzaken wordt via de automatische gegevensstroom tussen de POD Maatschappelijke integratie en de Dienst Vreemdelingenzaken op de hoogte gebracht dat er leefloon en of een financiële steun ten laste van de staat werd genoten.

De beoordeling van de eventuele effecten op het verblijfsrecht behoort tot de bevoegdheid van de Dienst Vreemdelingenzaken. Hij zal geval per geval beoordelen of de betrokkene nog voldoet aan de voorwaarden van zijn verblijfsrecht en/of de betrokkene geen onredelijke belasting vormt voor het sociale bijstandstelsel.

De programmawet van 28 juni 2013 voorziet geen overgangsmaatregelen. Bijgevolg geldt de nieuwe termijn van vijf jaar voor alle EU-burgers die nog geen duurzaam verblijf bekomen hebben in België.

2. De toevoeging van een nieuw artikel 57sexies aan de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de O.C.M.W.

2.1. Toepassingsgebied

Artikel 20 van de programmawet voegt een artikel 57sexies toe aan de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Dit artikel 57sexies bepaalt dat :

« In afwijking van de bepalingen van deze wet is de maatschappelijke dienstverlening door het centrum niet verschuldigd aan de vreemdeling die gemachtigd werd tot een verblijf op basis van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, omwille van een arbeidskaart B of een beroepskaart. »

Les intéressés qui ont été autorisés à séjourner dans le cadre de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en raison d'une carte professionnelle ou d'un permis de travail B sont exclus du droit à l'aide sociale tant qu'ils possèdent une autorisation de séjour limité en Belgique (carte A).

Le nouvel article 57sexies ne se limite donc pas aux autorisations de séjour sur la base de l'article 9bis obtenues dans le cadre de l'opération de régularisation qui a eu lieu entre septembre 2009 et décembre 2009.

2.2. Comment prendre connaissance des motifs de la décision d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 ?

La décision qui octroie une autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis, mentionne les motifs de cette décision.

Le Registre National (qui peut être consulté par le biais de la transaction 25), contient dans les T.I. suivants des informations qui sont des indices :

1. T.I. 195 : Titre d'identité – Ce T.I. permet de vérifier si une carte A a été délivrée.

2. T.I. 202 : Information spéciale (étrangers) – Ce T.I. indique le motif de délivrance d'un titre de séjour ou du document de séjour et permet de vérifier s'il s'agit d'un droit de séjourner sur la base de l'article 9bis.

3. T. I. 197 : Carte professionnelle (étrangers)

Ou T.I. 198 : Permis de travail (étrangers).

Dans le Registre national, toutes les personnes visées par l'article 57sexies sont identifiables par la consultation cumulative des 3 T.I. mentionnés ci-dessus. Cependant, cette consultation cumulative peut également concerner des personnes qui ont obtenu une autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis pour une autre raison que l'existence d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle et qui se voient ensuite délivrer un permis de travail ou une carte professionnelle. Cette consultation ne permet donc pas d'assurer qu'il s'agit d'une personne visée par l'article 57sexies. Il est donc nécessaire de consulter la décision elle-même.

De plus, on doit tenir compte du fait qu'un certain laps de temps s'écoule entre la décision et l'enregistrement dans le Registre National.

Remarque :

— Il relève des tâches du C.P.A.S. d'examiner, dans le cadre de son enquête sociale, les motifs de l'octroi de l'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis susmentionné.

2.3. Impact sur la circulaire du 20 février 2008

Cette modification de la loi a un impact sur la « circulaire du 20 février 2008 relative à la régularisation de séjour pour raisons médicales et son impact sur le droit à l'aide sociale », et notamment le point 2.3. Conséquence sur le droit à l'aide sociale.

Il n'y a plus de droit à l'aide sociale lorsqu'une décision favorable est prise concernant une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis en raison de l'existence d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle.

La version coordonnée de cette circulaire sera envoyée ultérieurement.

Remarques :

— La loi programme du 28 juin 2013 ne prévoit pas de mesures transitoires. Les nouvelles décisions prises doivent donc à partir du 11 juillet 2013 être conformes à la nouvelle législation. Par ailleurs, Il est nécessaire que le C.P.A.S. revoie les dossiers en cours. Le C.P.A.S. dispose d'un délai de 2 mois qui commence à courir à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi. A l'expiration de ce délai, c.à.d. à partir de 11 septembre 2013, tous les dossiers devront être conformes à la nouvelle législation.

De betrokkenen die gemachtigd werden tot een verblijf in het kader van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen omwille van een beroepskaart of een arbeidskaart B, zijn uitgesloten van het recht op maatschappelijke dienstverlening voor de periode dat ze een beperkt verblijfsrecht hebben in België (A-kaart).

Het nieuwe artikel 57sexies beperkt zich dus niet tot de machtigingen tot een verblijf die op basis van artikel 9bis werden bekomen tijdens de regularisatiecampagne die plaats had van september 2009 tot december 2009.

2.2. Waar vindt u informatie over de redenen van de beslissing tot machtiging tot een verblijf op basis van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 ?

De beslissing die de machtiging tot een verblijf op basis van artikel 9bis toekent, vermeldt de redenen voor die beslissing.

Het rijksregister (dat geconsulteerd kan worden via de transactie 25) bevat in de hierna vermelde I.T.'s informatie die als aanwijzing gebruikt kan worden :

1. I.T. 195 : Het identiteitsbewijs – Deze I.T. laat toe na te gaan of er een A-kaart werd afgeleverd.

2. I.T. 202 : De bijzondere informatie (vreemdelingen) – Deze I.T. geeft de reden voor de afgifte van de verblijfstitel of het verblijfsdocument en laat toe na te gaan of het een machtiging tot verblijf betreft op basis van artikel 9bis.

3. I.T. 197 : De beroepskaart (vreemdelingen)

of I.T. 198 : De arbeidskaart (vreemdelingen)

In het rijksregister kunnen alle personen waarop artikel 57sexies van toepassing is, worden geïdentificeerd aan de hand van het cumulatief raadplegen van de drie bovengenoemde I.T.'s. De cumulatieve raadpleging kan echter ook slaan op personen die een machtiging tot verblijf kregen op basis van artikel 9bis om een andere reden dan het hebben van een beroepskaart of een arbeidskaart B en die dan daarna een beroepskaart of een arbeidskaart B gekregen hebben. De raadpleging laat dus niet toe om zeker te zijn dat het een persoon betreft op wie artikel 57sexies van toepassing is. Het is dus nodig de beslissing zelf te raadplegen.

Bovendien moet er rekening gehouden worden met het feit dat het even duurt eer de beslissingen in het rijksregister worden opgenomen.

Opmerking :

— Het behoort tot de taak van het O.C.M.W. om in het kader van zijn sociaal onderzoek de redenen voor de machtiging tot een verblijf op basis van het voornoemde artikel 9bis te onderzoeken.

2.3. Impact op de omzendbrief van 20 februari 2008

Deze wetswijziging heeft een impact op de « omzendbrief van 20 februari 2008 betreffende de verblijfsregularisatie om medische redenen en de invloed daarvan op het recht op maatschappelijke dienstverlening », inzonderheid punt 2.3. Gevolg voor het recht op maatschappelijke dienstverlening.

Er bestaat dus geen recht meer op maatschappelijke dienstverlening wanneer er een positieve beslissing werd genomen in het kader van een aanvraag tot een machtiging tot verblijf op basis van artikel 9bis omwille van een beroepskaart of een arbeidskaart B.

De gecoördineerde versie van deze omzendbrief zal later worden gezonden.

Opmerkingen :

— De programmawet van 26 juni 2013 voorziet geen overgangsmaatregelen. De beslissingen die genomen worden vanaf 11 juli 2013 moeten dus conform de nieuwe wetgeving genomen worden. Bovendien is het noodzakelijk dat het O.C.M.W. de lopende dossiers herziet. Het O.C.M.W. heeft hiervoor een termijn van 2 maanden te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van de wet. Na het verstrijken van die periode, m.a.w. vanaf 11 september 2013, moeten alle dossiers in overeenstemming zijn met de nieuwe wetgeving.

— Il n'est pas possible de bénéficier d'une subvention pour une aide qui a été octroyée indûment, compte tenu du délai de transition de deux mois.

3. Modification de l'article 3, 3°, 2^e alinéa, de la loi DIS du 26 mai 2002

3.1. Introduction

L'article 21 de la loi-programme modifie l'article 3, 3°, 2^e alinéa, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

La version modifiée de l'article 3, 3°, 2^e alinéa, de la loi susmentionnée prévoit ce qui suit :

« - soit bénéficiaire, en tant que citoyen de l'Union européenne ou en tant que membre de sa famille qui l'accompagne ou le rejoint, d'un droit de séjour de plus de trois mois conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Cette catégorie de personnes ne bénéficie du droit à l'intégration sociale qu'après les trois premiers mois de ce séjour; ».

La présente circulaire est un ajout par rapport à « la circulaire du 28 mars 2012 relative au citoyen de l'UE et aux membres de sa famille : une modification des conditions pour pouvoir prétendre à l'aide sociale ». La version coordonnée de cette circulaire sera envoyée ultérieurement.

La circulaire du 28 mars 2012 expliquait comment le citoyen de l'Union et les membres de sa famille sont exclus pendant trois mois du droit à l'aide sociale, en ce compris le droit à l'aide médicale urgente. Le citoyen de l'Union qui est arrivé sur notre territoire en qualité de demandeur d'emploi et les membres de sa famille sont exclus du droit à l'aide sociale pour toute la période où ils résident sur notre territoire en cette qualité.

3.2. Le droit à l'intégration sociale

La loi-programme introduit une exclusion analogue de trois mois en ce qui concerne le droit à l'intégration sociale.

Les citoyens de l'Union et les membres de leur famille et les membres de la famille d'un belge n'auront plus droit à l'intégration sociale pendant les trois premiers mois de leur séjour à compter de la date de délivrance de leur annexe 19 ou 19^{ter}.

Le citoyen de l'Union qui est entré sur le territoire à la recherche d'un emploi et les membres de sa famille ne sont donc exclus du droit à l'intégration sociale que pour une période de trois mois également.

3.3. Champ d'application

Dans le cadre de la loi concernant le droit à l'intégration sociale, la période de trois mois doit être calculée de la même manière que dans le cadre de la loi organique.

Il en résulte que le citoyen de l'Union et les membres de sa famille et les membres de la famille d'un belge qui séjournent sur notre territoire dans le cadre d'un regroupement familial avec un belge n'ont pas droit à l'intégration sociale pendant une période de trois mois à compter de la date de délivrance de leur annexe 19 ou 19^{ter}. Si l'intéressé ne s'est pas vu délivrer une annexe 19 ou 19^{ter}, mais a reçu immédiatement sa carte E ou sa carte F, la période de trois mois doit être calculée à compter de la date de délivrance de cette carte E ou F.

Nous vous rappelons que les intéressés peuvent uniquement prétendre au droit à l'intégration sociale si leur droit de séjour de plus de trois mois a été reconnu. Dans la pratique, cela implique que l'intéressé doit avoir reçu une carte E ou une carte F ou la version papier.

Remarques :

— La loi programme du 28 juin 2013 ne prévoit pas de mesures transitoires. Les nouvelles décisions prises doivent donc à partir du 11 juillet 2013 être conformes à la nouvelle législation. Par ailleurs, il est nécessaire que le C.P.A.S. revoie les dossiers en cours. Le C.P.A.S. dispose d'un délai de 2 mois qui commence à courir à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi. À l'expiration de ce délai, c.à.d. à partir de 11 septembre 2013, tous les dossiers devront être conformes à la nouvelle législation.

— Il n'est pas possible de recevoir une subvention pour un droit à l'intégration sociale qui a été octroyé indûment, compte tenu du délai de transition de deux mois.

4. Entrée en vigueur

Les dispositions inscrites dans cette loi-programme du 28 juin 2013 entrent en vigueur le 11 juillet 2013.

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté,
Mme M. DE BLOCK

— Het is niet mogelijk om betoelaging te ontvangen voor steun die onterecht werd toegekend, met inachtnaam van de overgangperiode van 2 maanden.

3. Wijziging van artikel 3, 3°, 2de streepje van de RMI-wet van 26 mei 2002

3.1. Inleiding

Artikel 21 van de programmawet wijzigt artikel 3, 3°, 2de streepje van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

Het gewijzigde artikel 3, 3°, 2de streepje van de voornoemde wet bepaalt dat :

« hetzij als burger van de Europese Unie, of als lid van zijn familie die hem begeleidt of zich bij hem voegt, genieten van een verblijfsrecht voor meer dan drie maanden, overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. Deze categorie van personen geniet pas na de eerste drie maanden van dit verblijf het recht op maatschappelijke integratie; ».

Deze omzendbrief is een aanvulling in op de « omzendbrief van 28 maart 2012 betreffende de burger van de EU en zijn familieleden : wijziging van de voorwaarden om aanspraak te maken op maatschappelijke dienstverlening ». De gecoördineerde versie van deze omzendbrief zal later worden toegezonden.

In de omzendbrief van 28 maart 2012 werd uitgelegd hoe de Unieburger en zijn familieleden gedurende drie maanden uitgesloten worden van het recht op maatschappelijke dienstverlening, inclusief het recht op dringende medische hulp. De Unieburger die naar ons grondgebied kwam in de hoedanigheid van werkzoekende en zijn familieleden worden voor de hele periode dat zij in die hoedanigheid op ons grondgebied verblijven, uitgesloten van het recht op maatschappelijke dienstverlening.

3.2. Recht op maatschappelijke integratie

De programmawet introduceert een analoge uitsluiting van drie maanden wat betreft het recht op maatschappelijke integratie.

De Unieburgers en hun familieleden en de familieleden van een Belg zullen gedurende de eerste drie maanden van hun verblijf te rekenen vanaf de datum van de afgifte van hun bijlage 19 of 19^{ter} geen recht meer hebben op maatschappelijke integratie.

Ook de Unieburger die het Rijk is binnengekomen op zoek naar werk en zijn familieleden worden dus enkel voor een periode van drie maanden uitgesloten van het recht op maatschappelijke integratie.

3.3. Toepassingsgebied

De periode van drie maanden moet in het kader van de wet betreffende het recht op maatschappelijke integratie op dezelfde manier worden berekend als in het kader van de organieke wet.

Dit houdt in dat de Unieburger en zijn familieleden en de familieleden van een Belg die in het kader van een gezinshereniging met een Belg op ons grondgebied verblijven, gedurende een periode van drie maanden te rekenen vanaf de datum van de afgifte van hun bijlage 19 of 19^{ter} geen recht hebben op maatschappelijke integratie. Indien de betrokkene geen bijlage 19 of 19^{ter} ontving, maar onmiddellijk een E-kaart of een F-kaart, dan moet de periode van drie maanden gerekend worden vanaf de datum van de afgifte van die E- of F-kaart.

Wij herinneren u er aan dat de betrokkenen enkel aanspraak kunnen maken op het recht op maatschappelijke integratie indien zij hun verblijfsrecht van meer dan drie maanden erkend zagen. In de praktijk houdt dit in dat de betrokkene een E-kaart of een F-kaart of de papieren versie moet ontvangen hebben.

Opmerkingen :

— De programmawet van 26 juni 2013 voorziet geen overgangsmaatregelen. De beslissingen die genomen worden vanaf 11 juli 2013 moeten dus conform de nieuwe wetgeving genomen worden. Bovendien is het noodzakelijk dat het O.C.M.W. de lopende dossiers herziet. Het O.C.M.W. heeft hiervoor een termijn van 2 maanden te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van de wet. Na het verstrijken van die periode, m.a.w. vanaf 11 september 2013, moeten alle dossiers in overeenstemming zijn met de nieuwe wetgeving.

— Het is niet mogelijk om betoelaging te ontvangen voor het recht op maatschappelijke integratie dat onterecht werd toegekend, met inachtnaam van de overgangperiode van 2 maanden.

4. Inwerkingtreding

De bepalingen opgenomen in de programmawet van 28 juni 2013 treden op 11 juli 2013 in werking.

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding,
Mevr. M. DE BLOCK